

## FRANCE-MONDE

CONFLIT

## Rwanda : la France a laissé les bourreaux agir

**Le rapport de la commission Duclert sur les archives relatives au Rwanda et au génocide tutsi remis vendredi soir au président de la République est accablant pour l'État français. Sans pour autant dissiper toutes les zones d'ombres sur le rôle de la France.**

Regarder les faits en face, faire œuvre d'historien donc. C'est manifestement ce à quoi se sont employés les membres de la commission chargés par le président de la République d'éclairer le rôle de la France dans le génocide perpétré au Rwanda il y a vingt-sept ans.

Un travail scientifique considérable qui acte au final une écrasante responsabilité de Paris... tout en écartant d'emblée l'idée que l'État français ait pu se rendre complice de ce crime majeur. Cette conclusion satisfait tout le monde : l'Élysée, qui peut ici réaffirmer sa volonté de « réconcilier les mémoires », comme le gouvernement rwandais, qui attendait un geste symbolique de Paris pour renouer le fil diplomatique. Tout le monde donc, sauf les associations qui luttent toujours pour qu'émerge une vérité sans fard (lire par ailleurs), les chercheurs et les journalistes aussi, encore nombreux à enquêter sur le sujet.

**Le tabou ultime n'a pas été brisé**

Le tabou ultime n'a pas été brisé. La commission confirme pourtant ce qu'on sait depuis longtemps, c'est que tout à son obsession de préserver sa sphère d'influence dans une région dominée par les anglophones, Paris a soutenu le régime gé-

cidaire hutu. Jusqu'à l'extrême limite et au-delà de toute raison. Jusqu'à la compromission, jusqu'à l'écoeurement.

« La France s'est [...] longtemps investie au côté d'un régime qui encourageait des massacres racistes », confirme ainsi le rapport. « Elle est demeurée aveugle face à la préparation d'un génocide. Elle a adopté un schéma binaire opposant d'une part l'ami hutu, incarné par le président Habyarimana, et de l'autre l'ennemi qualifié d'"ougando-tutsi". Au moment du génocide, elle a tardé à rompre avec le gouvernement intérimaire qui le réalisait et a continué à placer la menace du FPR au sommet de ses préoccupations. »

Au final, la commission Duclert établit « un ensemble de responsabilités, lourdes et accablantes ».

Les mots sont suffisamment forts pour faire impression, mais pas assez pour engager autre chose qu'une responsabilité générale qui dédouane les institutions. Ils ne diffèrent finalement pas tant que ça de ceux de la mission parlementaire de 1998 ou encore de ceux prononcés par Nicolas Sarkozy qui, lors de sa visite à Kigali en 2010, parlait de « graves erreurs de la France » et « d'aveuglement ».

Or, d'aveuglement, il n'y a pas eu à Paris, c'est un mythe. François Mitterrand et le cercle qui l'entourait étaient parfaitement informés, de tout et en temps réel. Ils ont, malgré les alertes et les preuves des massacres, tenu le cap et laissé les bourreaux agir en toute impunité. Des écrits en attestent. On peut refuser d'y voir une complicité, mais rien n'y oblige non plus.

Pascal COQUIS



« La France s'est [...] longtemps investie au côté d'un régime qui encourageait des massacres racistes », relève le rapport. Photo d'archive de 1994/AFP/Hector MATA

## GÉNOCIDE AU RWANDA

**« La France n'est pas complice ».  
Vraiment ?**



P. 28 Photo AFP/Hocine ZAOURAR